

17.1 Production et valeur ajoutée agricoles

Selon les comptes prévisionnels, la **production** de la **branche agricole** en valeur progresse de 4,7 % en 2018 et retrouve les niveaux antérieurs à la forte baisse de 2016. La production végétale tire la croissance, tandis que la production animale décroît.

La production végétale augmente en volume (+ 2,2 %). Cette hausse provient essentiellement du vin, dont la production bondit de 28,5 %, après un recul à un faible niveau en 2017. Toutes les autres productions végétales sont orientées à la baisse en volume. Les conditions climatiques, en particulier la sécheresse estivale, ont eu un impact négatif sur les rendements des céréales et des plantes industrielles et fourragères. En revanche, le prix de la production végétale se redresse nettement, après une baisse en 2017. L'essentiel de cette évolution provient des céréales (+ 17,6 %), des légumes (+ 9,7 %) et des pommes de terre (+ 45,0 %). Pour certaines cultures, comme les céréales, ce dynamisme des prix s'explique par un déséquilibre de l'offre et de la demande au niveau mondial : la production se replie alors que la demande reste soutenue. La hausse du prix de la pomme de terre, traditionnellement soumis à de fortes variations annuelles, fait plus que compenser la forte baisse de 2017.

La production animale est stable en volume. Pour le bétail, elle fléchit, notamment pour les veaux (- 4,5 %) et les ovins et caprins (- 1,5 %). La production d'œufs

recule (- 3,4 %) et la collecte de lait varie peu. La production de volailles se redresse de 6,4 %, après une année 2017 marquée par l'épizootie d'influenza aviaire. Après une augmentation en 2017, le prix de la production animale (hors subventions) diminue en 2018 à cause de la chute du prix du porc (- 12,4 %). Pour celui-ci, après deux ans de hausse soutenue (+ 6,6 % en 2017 et + 3,0 % en 2016), le retournement de tendance, perceptible dès la fin de l'année 2017, se confirme. Le prix du lait se stabilise après la forte remontée de 2017 (+ 11,1 %). Celui des œufs baisse après la flambée de 2017 liée à la crise du Fipronil.

En 2018, les consommations intermédiaires de la branche agricole s'accroîtraient de 1,7 % en valeur. Après quatre années de baisse, les charges repartent ainsi à la hausse. L'augmentation du prix des achats s'explique essentiellement par la remontée des prix de l'énergie, en particulier des carburants fossiles. Le rebond des volumes est principalement dû à celui de la consommation d'engrais et d'amendements. Comme les charges s'accroissent moins que la production, la valeur ajoutée de la branche agricole progresserait nettement. L'emploi agricole continue par ailleurs à décroître. Au total, d'après les estimations du compte prévisionnel de l'agriculture, la **valeur ajoutée brute au coût des facteurs** par actif augmenterait de 6,7 % en 2018 en **termes réels**, après une hausse de 8,6 % en 2017. ■

Définitions

Branche agricole : regroupement de toutes les unités d'activité économique qui exercent les activités suivantes : culture de végétaux (y compris maraîchage et horticulture), élevage d'animaux, activités de travaux agricoles à façon, chasse et activités annexes. Outre les exploitations agricoles, les unités caractéristiques de la branche comprennent les groupements de producteurs (coopératives) produisant du vin et de l'huile d'olive et les unités spécialisées qui fournissent des machines, du matériel et du personnel pour l'exécution de travaux agricoles à façon. **Appellations d'origine (AOP et AOC), évolution en termes réels, indication géographique protégée (IGP), production au prix de base, valeur ajoutée brute au coût des facteurs de la branche agricole** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Le compte prévisionnel de l'agriculture pour 2018 – Fort rebond de la production de vin », *Insee Première* n° 1725, décembre 2018.
- « La production agricole totale a augmenté de 6,2 % dans l'UE en 2017 par rapport à 2016 », *communiqué de presse* n° 179, Eurostat, novembre 2018.
- « L'agriculture française en Europe de 2000 à 2015 – Au premier rang avec cependant une érosion de ses positions », *Insee Première* n° 1704, juillet 2018.
- « L'agriculture en 2017 – La production se redresse », *Insee Première* n° 1703, juillet 2018.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Production et valeur ajoutée agricoles 17.1

Volume de production végétale et effectifs d'animaux

	1990	2000	2010	2017
Production végétale (en millions de tonnes)				
Céréales	55,1	65,6	65,5	68,6
dont : blé tendre	31,4	35,7	35,5	36,6
maïs (grain et semence)	9,4	16,0	14,1	14,5
Oléagineux	4,6	5,5	6,6	7,4
Protéagineux	3,7	2,1	1,6	1,0
Betteraves industrielles et canne à sucre	31,6	31,1	34,8	49,2
Légumes frais, melons ou fraises	6,0	6,7	6,0	6,1
Pommes de terre	4,7	6,5	6,6	8,5
Effectifs animaux (en millions de têtes)				
Espèce bovine	21,4	21,3	19,6	19,0
Espèce porcine	12,3	15,0	14,3	12,9
Espèce ovine	11,4	9,5	8,0	6,9
Espèce caprine	1,2	1,2	1,4	1,3
Ensemble Gallus ¹	198,4	205,3	222,0	244,8

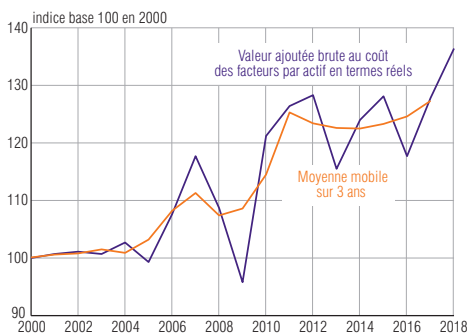
1. Gallus : poules pondeuses d'œufs à couvrir et d'œufs de consommation, poulettes, poulets de chair.
 Champ : France métropolitaine pour les années 1990 et 2000, France hors Mayotte pour l'année 2010 et y c. Mayotte en 2017.
 Source : SSP, Agreste, Statistique agricole annuelle.

Production de vin, jus et moûts

	2016	2017	17/16 en %
Superficie de production (en milliers d'hectares)			
Récolte AOP ¹	519,0	522,3	0,6
Vin doux naturel ²	7,9	7,5	-5,5
Vin pour eaux-de-vie	75,7	76,3	0,8
Autres vins AOP	435,3	438,6	0,7
Vin IGP ³	193,6	194,7	0,6
Autres vins ⁴	33,4	28,2	-15,6
Total vins	746,0	745,2	-0,1
Production de vin (en millions d'hectolitres)			
Récolte AOP ¹	29,0	24,4	-15,7
Vin doux naturel ²	0,1	0,1	5,3
Vin pour eaux-de-vie	7,7	6,8	-11,9
Autres vins AOP	21,1	17,5	-17,3
Vin IGP ³	12,8	10,3	-20,0
Autres vins ⁴	3,7	2,1	-42,1
Total vins	45,5	36,8	-19,1

1. Appellation d'origine protégée. 2. Vins doux naturels : vins de liqueur remplissant certaines conditions particulières. 3. Indication géographique protégée. 4. Comprend la récolte en AOP/IGP non commercialisée en vin et la récolte pour vins sans IG.
 Source : SSP, Agreste, Statistique agricole annuelle.

Évolution de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif de la branche agricole de 1980 à 2018



Note : données arrêtées en novembre 2018.
 Source : Insee, comptes prévisionnels de l'agriculture, base 2014.

Production et valeur ajoutée de l'agriculture

	2018		18/17 en %	
	en Md€	Volume	Prix	Valeur
Production hors subventions	75,2	1,3	3,4	4,7
Produits végétaux	44,8	2,2	6,5	8,9
Céréales	10,1	-8,9	17,6	7,1
Oléagineux, protéagineux	2,4	-11,9	-1,9	-13,6
Autres plantes industrielles ¹ , y c. Betteraves	1,4	-10,9	-4,7	-15,1
Fourrages, plantes, fleurs	7,5	-6,4	-0,3	-6,7
Légumes et pommes de terre	5,9	-4,8	24,1	18,1
Fruits	2,9	-6,5	5,0	-1,8
Vins	14,5	28,5	0,6	29,3
Produits animaux	25,6	0,0	-1,2	-1,2
Bétail ²	10,9	-0,9	-2,7	-3,6
Volailles, œufs	4,8	3,1	-1,9	1,2
Lait et autres produits de l'élevage	10,0	-0,3	0,7	0,4
Services³	4,8	0,0	1,2	1,2
Subventions sur les produits	1,1	-2,2	-1,4	-3,5
Production au prix de base	76,3	1,2	3,3	4,6
Consommations intermédiaires	44,2	0,3	1,3	1,7
dont achats	37,6	0,2	1,4	1,6
Valeur ajoutée brute	32,1	2,5	6,2	8,9

1. Betteraves industrielles, tabac, lin textile, houblon, canne à sucre, etc. 2. Bovins, porcins, ovins, caprins, équidés. 3. Production des entreprises de travaux agricoles, des coopératives d'utilisation de matériel agricole, services entre agriculteurs, agritourisme, etc.
 Note : données arrêtées en novembre 2018.

Source : Insee, comptes prévisionnels de l'agriculture, base 2014.

Production agricole de l'UE en millions d'euros

	en millions d'euros					
	Production ¹ végétale			Production ¹ animale		
	2010	2018 (e)	18/17 en %	2010	2018 (e)	18/17 (e) en %
Allemagne	24 864	22 632	-12,6	22 688	27 230	0,5
Autriche	2 792	3 329	8,9	2 922	3 487	-2,4
Belgique	3 619	3 521	-1,6	4 061	4 423	-6,5
Bulgarie	2 153	2 768	-2,8	1 081	1 011	0,0
Chypre	324	266	-0,2	330	400	-3,5
Croatie	1 707	1 218	-2,4	1 042	787	-1,1
Danemark	3 474	3 087	-14,5	5 626	6 114	-9,3
Espagne	25 028	32 031	6,5	13 797	19 281	2,6
Estonie	275	334	-9,8	321	421	-4,0
Finlande	1 386	1 339	-1,9	2 257	2 272	0,1
France	39 164	43 127	8,4	23 151	25 758	-1,4
Grèce	6 803	7 625	-2,9	2 759	2 519	-1,7
Hongrie	3 476	5 107	4,9	2 178	3 057	4,0
Irlande	1 670	1 876	4,2	3 833	6 164	-1,7
Italie	26 699	31 347	6,8	14 358	15 753	-2,7
Lettonie	475	696	-5,7	383	520	-3,8
Lituanie	1 063	1 548	-11,6	811	958	-2,9
Luxembourg	141	169	9,6	165	230	-2,5
Malte	50	46	-6,1	69	67	1,0
Pays-Bas	12 632	14 194	2,6	9 428	10 954	-5,7
Pologne	10 010	10 817	-6,6	9 148	13 776	2,2
Portugal	3 582	4 305	0,9	2 557	2 878	2,2
Rép. tchèque	2 252	2 761	-2,0	1 617	1 994	2,0
Roumanie	10 324	13 619	16,9	3 636	4 434	9,7
Royaume-Uni	8 624	10 451	-0,9	12 879	16 595	2,7
Slovaquie	868	1 234	-3,0	805	847	-1,4
Slovénie	586	723	24,0	497	560	-0,1
Suède	2 314	2 485	-13,6	2 408	2 804	-2,3
UE	196 354	222 654	2,1	144 806	175 294	-0,5

1. Production au prix de base.

Source : Eurostat (extraction le 18 décembre 2018).

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Titre de la double-page

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots ou expressions
en gras et en couleur
sont définis plus bas
ou dans la rubrique

« Définitions » en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page

Toutes les définitions
sont regroupées dans
la rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables gratuitement
pour approfondir le sujet
Adresses des sites Internet
à retrouver dans la rubrique
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisées ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse n° 102*, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides n° 8*, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2019 – Insee Références

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16		Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16	
	2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²		2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	1,0	1,2		Transport	1 451	3,1	2,8	
Ensemble (hors tabac)	9 812	1,0	1,1		Achats de véhicules	362	0,7	1,7	
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4		Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9	
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5		Services de transport	288	2,0	1,1	
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7		Communications	285	-4,2	-4,2	
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3		Services postaux	17	3,8	3,8	
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7		Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0	
Tabac	188	2,7	6,0		Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6	
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0		Loisirs et culture	894	0,3	0,5	
Habillement	357	0,1	0,0		Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2	
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1		Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5	
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4		Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3	
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2		Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2	
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6		Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0	
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5		Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0	
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9		Éducation	4	1,2	0,6	
Meubles, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1		Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4	
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0		Restauration et cafés	587	1,4	1,2	
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2		Services d'hébergement	165	2,4	2,0	
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2		Autres biens et services	1 341	1,1	1,2	
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9		Soins personnels	278	0,3	0,2	
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0		Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1	
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4		Protection sociale	485	0,9	1,0	
Santé	1 063	-0,2	0,5		Assurances	296	2,1	2,3	
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7		Services financiers	38	2,5	2,2	
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2		Autres services	125	0,9	1,1	

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
 2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
- Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

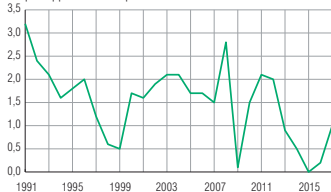
HausSES		Baisses	
	17/16		17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecines généralistes	+ 7,8	Lumières	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Esence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017

par rapport à l'année précédente en %



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16	17/16	
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	Zone euro	1,7
Irlande	0,5	UE	1,4
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Des données de cadrage européennes ou mondiales